Gino GRAMACCIA, Annick MONSEIGNE, Anne PIPONNIER,
dirs, *Le Temps des précaires. Approches
communicationnelles de l'éphémère*

Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, coll. Le Territoire et ses
acteurs, 2017, 180 pages

Claudie Rey

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11665>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.11665

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 420-422

ISBN : 9782814305076

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Claudie Rey, « Gino GRAMACCIA, Annick MONSEIGNE, Anne PIPONNIER, dirs, *Le Temps des précaires. Approches communicationnelles de l'éphémère* », *Questions de communication* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11665> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11665>

Ces études, longues, précises et denses, pour savantes qu'elles soient, semblent pourtant décalées par rapport aux réflexions contemporaines qui, dégagées du marxisme, n'ont plus recours à ses catégorisations dialectiques. Elles ne tiennent pas compte non plus de la dangereuse montée des discours brandissant la notion de « peuple » pour désigner des ensembles étroitement nationaux ou, au contraire, transnationaux aux revendications belliqueuses clairement identifiées. Ce volume témoigne, assez ironiquement, que l'étude des usages du peuple implique une représentation, imaginée ou choisie, des contours de ce supposé groupe ainsi nommé par les chercheurs eux-mêmes. Le lire dans cette optique permet de voir qu'il rend compte des positions et des orientations d'une partie de la communauté universitaire française et belge, ce qui n'est pas la moindre de ses qualités.

Dominique Ranaivoson

Écritures, université de Lorraine, F-57000

Dominique.ranaivoson@univ-lorraine.fr

Gino GRAMACCIA, Annick MONSEIGNE, Anne PIPONNIER, dirs,
Le Temps des précaires. Approches communicationnelles de l'éphémère

Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, coll. Le Territoire et ses acteurs, 2017, 180 pages

Ouvrage collectif, *Le Temps des précaires*, engage une réflexion critique sur les représentations profanes et académiques de la précarité construite à la fois comme un obstacle épistémologique et comme un fil conducteur pour l'ensemble des auteurs. Multidimensionnelle, la précarité permet de faire le lien entre les différentes politiques publiques ou privées et constitue un vecteur d'analyse des trajectoires et pratiques individuelles. Dans un contexte de forte valorisation des compétences personnelles et des savoir-être, les « acteurs » – les citoyens, les salariés, les habitants – doivent apprendre à mettre en évidence des qualités comportementales qui sont fragiles parce qu'acquises et reconnues en dehors de tout cadre collectif. La précarité se trouve donc interrogée en relation avec les modalités d'apprentissage et de reconnaissance des compétences mobilisées dans les manières d'habiter, de travailler, de se présenter.

L'analyse de la précarité – déjà déclinée dans de nombreuses recherches faisant état de la transformation du monde du travail et des politiques publiques – se trouve ici renouvelée grâce à l'approche communicationnelle et à la place conceptuelle faite au temps, appréhendé en termes d'instantanéité, d'éphémère, de régimes temporels, d'instabilité, etc.

La précarité est renforcée par la domination de l'éphémère, par la prégnance d'une temporalité brève, sans épaisseur et non reproductible. L'attention portée aux formes temporelles constitue, pour les auteurs, un espace commun, lui-même inséré dans une vision globale des transformations à l'œuvre dans le monde de l'emploi et dans la cité.

Les figures plurielles du précaire nous donnent à voir un monde social traversé de contradictions que les individus, incités à être acteurs et citoyens, doivent résoudre par eux-mêmes. S'il s'agit, pour eux, d'être créatifs et autonomes, ils doivent également se soumettre à une multiplicité d'injonctions incitant à participer à des actions aussi diverses que la réponse à des questionnaires, des fêtes de quartier ou des repas de voisins, du travail par projet et en réseau.

L'ouvrage est structuré en deux grandes parties complémentaires « Précarités politiques et sociales » et « Précarités professionnelles », entrecoupées d'un contrepoint de Nicole Denoit, « Mises en scènes de l'éphémère. Le point de vue de l'art » (pp. 81-98). Ce contrepoint apporte une respiration bienvenue dans un ouvrage où la précarité pèse lourd et irrigue tous les champs de la vie sociale.

Ainsi, dans un contexte de modernisation des services publics passés au crible de la rentabilité et de l'évaluation, le concept de servitude analysé par Élisabeth Gardère (pp. 23-34) interroge-t-il tant sur la redéfinition du contenu des emplois que sur la reconstruction sociale de la figure de l'utilisateur rebaptisé « consommateur ». L'agent de service public se trouve placé dans un univers relationnel instable où l'utilisateur est en même temps un client et un citoyen. Du côté de l'utilisateur, l'ambivalence n'est pas moindre. Car si la servitude peut être lue comme une incitation à participer (en informant soi-même une base de données, en remplissant un questionnaire de satisfaction, etc.), elle porte également des risques d'exclusion pour des utilisateurs qui n'auraient pas les ressources techniques ou cognitives nécessaires permettant d'accéder aux interfaces numériques. « Peut-on vraiment ainsi en matière de gestion publique parvenir à un citoyen satisfait quand un utilisateur est précarisé ? » s'interroge Élisabeth Gardère (p. 33).

La mise en perspective de la figure du précaire dans les dispositifs et les discours participatifs apporte des arguments supplémentaires aux analyses critiques sur la participation. Couplée à une réflexion sur l'instantanéité de l'action publique et politique, l'attention portée au précaire vient nourrir une problématique multidimensionnelle sur la manière dont l'instantanéité

précise la notion de participation et les actions de co-construction. Annick Monseigne (pp. 35-49) analyse les discours d'un maire d'une commune de 23 000 habitants et mobilise des apports conceptuels riches pour montrer que les actions participatives se construisent sur le modèle de la fête et du plaisir, de l'éphémère, alors que la participation supposerait une délibération, une réflexivité et un engagement qui ne peuvent se fonder que sur le temps long.

Anne Piponnier (pp. 51-62) établit, elle aussi, une relation entre le manque d'épaisseur temporelle et l'affaiblissement du collectif. Elle interroge les liens entre projet et précarité et montre que le projet exclut autant qu'il inclut. Il nécessite de la part des individus une capacité à communiquer, à mettre en œuvre des compétences de publication et d'exposition dans « l'arène publique » (p. 53). L'auteure remarque que, dans la littérature profane, académique et managériale, le projet est construit comme un moyen de réinjecter du sens collectif et du lien social. Mais le projet est également un exercice consistant à tracer des frontières, à définir un « dessein » et un « dessin », autrement dit à poser un cadre qui peut être rigide et excluant. L'auteure identifie un « hors-champ » qui informe sur le projet comme modèle communicationnel et conduit à occulter les phénomènes de précarité. Le processus de précarisation – qui, dans ce texte, n'est pas très éloigné de celui d'exclusion – s'articule autour de la capacité à intégrer la langue du projet et donc à adopter une pratique distinctive. La notion d'avatar est mobilisée pour montrer comment le projet fait l'objet de représentations et de mises en actes : « Ce que la notion d'avatar permet ici de remettre en jeu, c'est une réflexion sur un processus de mise en forme et de mise en scène de la précarité en actes. Au travers du prisme du projet, nous pouvons, en effet, observer la manière dont une société, une communauté, un groupe, en transformant son action pour se conformer à de nouvelles normes sociales, modifie son regard sur l'activité et transforme ses prises sur le monde qui l'entoure » (p. 61).

Le dernier texte de la partie « Précarités politiques et sociales » (pp. 63-77) aurait pu trouver sa place dans la deuxième partie sur les précarités professionnelles. On pourra s'amuser des précautions méthodologiques prises par les auteurs, Agnès Pecolo et Myriam Bahaud, pour user de la notion de génération. La génération n'est-elle qu'un mot ? Nous retiendrons que cette notion se définit avant tout par des effets de contextes socio-économiques, la génération actuelle des jeunes étant caractérisée par l'incertitude liée à des difficultés d'accès et de maintien dans l'emploi. La fin du modèle industriel a en effet généré un

processus de précarisation particulièrement visible dans le rapport à l'emploi et au travail. L'incertitude, la flexibilité, l'absence de vision à long terme, les trajectoires morcelées par des alternances d'activités professionnelles et de chômage font aujourd'hui partie des paysages biographiques de tous les salariés, notamment des jeunes et des seniors. Le diplôme et le soutien de la famille viennent nuancer et amortir les effets de la précarité sans les supprimer. On peut aujourd'hui parler d'une « précarité éduquée » qui touche les jeunes diplômés du supérieur. La génération que l'on appelle génération Y incarne cette « normalisation de la précarité » (p. 74) caractérisée par la flexibilité, l'employabilité et la mobilité tant géographique que fonctionnelle. La « montée des incertitudes » vient interroger le rôle de l'État, qui n'est plus providence, et questionne la construction de nouvelles solidarités intergénérationnelles.

Ouvrant la partie intitulée « Précarités professionnelles », Nadège Soubiale (pp. 101-112) mobilise les travaux de Thomas Piketty, pour travailler la relation entre précarité et inégalités. Elle relève une « apologie méritocratique des inégalités » produite par les classes moyennes supérieures des sociétés riches (p. 107). Dans une société où les théories managériales ont contribué à construire l'entreprise comme un lieu idyllique, les défaillances au travail ne peuvent pas être attribuées à l'organisation mais sont attribuées aux lacunes des salariés. Ceux-ci ne seraient pas suffisamment adaptables, souples, endurants... Vues au travers du prisme organisationnel, la précarité et l'exclusion du monde de l'emploi relèvent de responsabilités et d'incompétences individuelles. La centration doxique sur l'individu occulte des déterminismes pourtant repérés de longue date par les chercheurs en sciences humaines.

Également attachée à identifier le mouvement d'individualisation dans le monde du travail, Geneviève Guillaume (pp. 113-128) se demande « en quoi consiste le processus de précarisation des managers dans la phase actuelle du capitalisme financier et globalisé ? » (p. 113). En devenant des managers, les cadres ont vu se transformer les formes de justification de leur pouvoir. La personnalité et le charisme prennent, en apparence, le pas sur le statut et le diplôme. La compétence des cadres inclut désormais un savoir-être, qui peut être remis en question à n'importe quel moment. Résistant aux opérations de définition et d'objectivation, le savoir-être est une source d'insécurité pour les managers. L'auteure montre comment des actions telles que les entretiens professionnels annuels ou les coachings amènent les cadres à se mettre en représentation et à se mettre à l'épreuve en permanence. La valorisation

de l'autorité charismatique précarise ceux qui, selon les normes managériales du moment, n'auraient pas la posture professionnelle attendue.

Attentifs, eux aussi, aux injonctions contradictoires portées par l'entreprise, Annick Schott et Zahir Yanat (pp. 129-140) interrogent le dispositif Responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour envisager en quoi celui-ci peut amener à consolider voire à réinstaller du lien social dans une entreprise caractérisée par la compétition. À partir d'un travail de terrain auprès d'une dizaine d'entreprises du bâtiment, les auteurs définissent trois prérequis au renforcement du lien social et à la réduction des inégalités : la reconnaissance, la confiance et le développement humain. Ces trois pré-requis informent sur de nouvelles figures de l'engagement au travail. Les salariés, appelés à s'impliquer subjectivement, sont, en retour, demandeurs d'un surcroît de sens et de gratifications. La RSE – dont on pourrait explorer la complexité oxymorique – pose la question du rôle sociétal de l'entreprise réhabilitée comme un lieu de reconnaissances et de reconstruction du lien social.

S'intéressant aux conditions de travail – et par répercussions aux conditions de vie – des enseignants-chercheurs de l'Université, Hélène Dufau (pp. 141-156) montre que l'accumulation des tâches amène les enseignants-chercheurs à faire des choix drastiques entre leur carrière et leur vie personnelle. Cette population se trouve confrontée à une « précarité temporelle » (p. 147) qui imprègne l'ensemble des pratiques et parcours professionnels. Même si elle est particulièrement prégnante pour les nouveaux recrutés et pour ceux qui ne seront jamais intégrés comme titulaires, la précarité n'épargne personne et étonne dans un milieu souvent considéré comme privilégié. Et Hélène Dufau de conclure : « Il n'est pas requis d'être désespéré, pas plus qu'il n'est facile d'être optimiste à ce sujet » (p. 156). Gageons qu'il est réaliste d'étendre cette réflexion à l'ensemble de l'ouvrage...

Claudie Rey

Citeres, université François-Rabelais – Tours, F-37000
 claudie.rey@univ-tours.fr

Philippe HAMMAN, dir., *Ruralité, nature et environnement. Entre savoirs et imaginaires*

Toulouse, Éd. Érès, coll. Sociétés urbaines et rurales, 2017, 528 pages

Cet ouvrage retranscrit 16 des 35 interventions données lors du colloque interdisciplinaire « La ruralité entre savoirs et imaginaires » (2014).

Colloque comme ouvrage s'inscrivent dans une volonté réflexive et reviennent sur un colloque de 1986 qui avait fait date en sciences humaines et sociales : « Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui ». Avec un recul de presque 30 années, les différents auteurs s'interrogent ainsi sur les évolutions des concepts de ruralité, nature et environnement. Découpé en quatre parties et soutenu par une introduction conséquente de Philippe Hamman, l'ouvrage se penche d'abord, grâce aux interventions d'auteurs présents au colloque de 1986, sur les évolutions notables qui ont eu lieu depuis dans l'agencement des trois concepts. En deuxième partie, cinq auteurs s'intéressent à la catégorie « agriculture ». Puis, c'est au tour de la ville de questionner le rural et la nature. Enfin, la quatrième partie met en exergue l'évolution du concept de « ruralité » et souligne sa complexité et sa multiplicité. Malgré la volonté interdisciplinaire affichée, les sciences humaines et sociales (SHS) sont représentées majoritairement par la sociologie et la géographie, avec quelques contributions, minoritaires, d'autres disciplines. Aucun représentant en revanche des sciences de l'information et de la communication, bien qu'on puisse lire dans certains textes des allusions à l'importance de la communication, comme stratégie pour les acteurs.

Loin d'être anecdotique, l'introduction (pp. 7-58) est un des points forts de l'ouvrage par le travail de synthèse effectué sur la question, ainsi que pour l'importante bibliographie proposée et qui reprend des ouvrages de référence sur le sujet (pp. 49-58). Philippe Hamman expose en quelques pages de façon très claire les principales problématiques : dualisme, lien au ruralisme, interdisciplinarité sciences humaines/sciences naturelles, notions floues, etc., tout en présentant quelques ouvrages et manuels clés. Sa lecture permet de mieux appréhender l'objectif poursuivi par les auteurs : « Il s'agit de sortir du dualisme nature-société (et des mises en opposition duales couramment associées, y compris rural-urbain) non par un monisme – qui serait un anthropocentrisme de l'environnement – mais par une *triangulation* pour concevoir ce qui fait "monde commun" » (p. 14). Elle s'effectue ici à partir des trois concepts centraux pour l'ouvrage : nature, environnement, ruralité, mais elle apporte également avec elle un ensemble de concepts secondaires comme territoire, urbanité ou paysage. La conclusion de Jean-Luc Piermay (pp. 485-498) fait écho à cette introduction puisqu'il souligne qu'en 25 ans ces trois termes principaux sont passés d'une relation hiérarchique à une relation triangulaire et qu'il insiste sur l'importance du concept de territoire pour échapper aux dualismes.